



COMMISSION EUROPÉENNE

*Bruxelles, le 4.12.2025
C(2025) 8526 final*

Madame la Présidente,

La Commission tient à remercier l'Assemblée nationale pour son avis d'initiative visant à soutenir une politique de l'Union européenne ambitieuse et ouverte en matière de recherche scientifique.

L'engagement de l'Union européenne à promouvoir un espace unifié pour la recherche, l'innovation et la liberté académique se reflète dans la structure et les priorités d'Horizon Europe, le programme-cadre phare pour la recherche et l'innovation (2021-2027). Le plan stratégique 2025-2027 du programme s'aligne explicitement sur ces objectifs, notamment en renforçant l'espace européen de la recherche (EER) au moyen de politiques et d'actions de financement qui renforcent l'EER et soutiennent l'adoption des valeurs et principes communs de l'UE, y compris la liberté d'enquête scientifique. Sur le plan extérieur, il promeut une coopération internationale fondée sur des valeurs en alignant les partenariats mondiaux sur des principes tels que la liberté académique, l'intégrité et les normes éthiques.

La proposition relative au prochain programme-cadre pour la recherche et l'innovation, Horizon Europe 2028-2034, a été adoptée le 16 juillet 2025 dans le cadre du train de mesures pour le prochain cadre financier pluriannuel 2028-2034. Il s'agit d'une proposition de programme solide et autonome, servant d'outil stratégique pleinement aligné sur les grandes priorités de l'Union pour les dix prochaines années. Elle s'appuie sur les fondements d'Horizon Europe (2021-2027) et intègre un programme plus large en matière de compétitivité qui place la recherche et l'innovation au cœur de la compétitivité de l'UE.

Les principaux éléments de cette proposition, qui contribueront à faire de l'UE un espace de recherche, d'innovation et de préservation de la liberté académique, sont les suivants:

- Un espace plus compétitif pour la recherche et l'innovation: Horizon Europe 2028-2034 sera étroitement lié au Fonds européen pour la compétitivité afin de garantir un flux continu entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée, les jeunes entreprises et les entreprises en expansion. En rationalisant le financement et les*

*Madame Yaël BRAUN-PIVET
Présidente de l'Assemblée nationale
Palais Bourbon
126 rue de l'Université
75007 PARIS*

priorités stratégiques tout en assurant l'alignement sur les objectifs à long terme de l'Union, cette approche contribuera à faire de l'UE un espace plus compétitif pour la recherche et l'innovation.

- Un espace moins fragmenté pour la recherche et l'innovation: un nouvel outil de coordination de la compétitivité permettra d'aligner les politiques et les investissements industriels et de recherche au niveau de l'UE et au niveau national sur des projets d'intérêt européen commun présentant une valeur ajoutée européenne. Cela contribuera à harmoniser les efforts dans l'ensemble de l'UE, à réduire les doubles emplois et à améliorer l'allocation des ressources.*
- Renforcement de l'EER: la proposition prévoit explicitement que le programme continuera de promouvoir les valeurs et les principes du pacte pour la recherche et l'innovation¹. En outre, le mécanisme de soutien aux politiques d'Horizon Europe aidera les États membres et les pays associés à concevoir et à mettre en œuvre des politiques visant à améliorer leurs systèmes nationaux de R&I, en intégrant davantage les principes de l'EER.*

En outre, Horizon Europe 2028-2034 continuera de soutenir des infrastructures de technologie et de recherche de classe mondiale, ainsi que des mesures ciblées visant à élargir la participation, qui améliorent toutes l'accès, la collaboration et l'excellence dans toutes les régions d'Europe.

L'UE est déterminée à être une destination mondiale de premier plan pour les talents dans le domaine de la recherche. Le 5 mai 2025, à l'université de la Sorbonne à Paris, la présidente von der Leyen a annoncé un train de mesures à hauteur de 500 millions d'euros pour la période 2025-2027. Il s'agit notamment d'introduire de nouvelles «super-subsidies» à long terme dans le cadre du Conseil européen de la recherche, afin de soutenir les avancées scientifiques. En outre, l'initiative pilote Marie Skłodowska-Curie «Choose Europe for Science» a été lancée le 1^{er} octobre 2025 afin de renforcer les possibilités offertes aux chercheurs en début de carrière. Des mesures nationales telles que «Choose France for Science», PAUSE et Safe Place for Science viennent compléter ces efforts et renforcent l'ambition collective de l'Europe d'offrir l'environnement le plus attrayant et le plus sûr pour une recherche de classe mondiale.

La proposition Horizon Europe 2028-2034 amplifie ces efforts de l'UE. L'un des sept objectifs spécifiques proposés pour le programme est de créer des connaissances et des compétences de haute qualité, ainsi que des carrières attrayantes pour les chercheurs, soutenant ainsi la réalisation de l'EER.

L'acte législatif sur l'Espace européen de la recherche («acte sur l'EER»), la prochaine initiative législative en cours d'élaboration par la Commission européenne, constitue une étape décisive vers la mise en œuvre d'un EER pleinement opérationnel, comme le prévoit le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et vers l'achèvement du marché unique avec la dite «cinquième liberté»: la libre circulation des chercheurs, des

¹ Recommandation (UE) 2021/2122 du Conseil du 26 novembre 2021 sur un pacte pour la recherche et l'innovation en Europe (JO L 431 du 2.12.2021, p. 1), <http://data.europa.eu/eli/reco/2021/2122/oj>

connaissances et des technologies. Au cours des dernières décennies, l'EER s'est principalement appuyé sur une collaboration volontaire entre les États membres, les pays associés et les parties prenantes, mais malgré des progrès significatifs dans le renforcement du marché unique de la recherche et de l'innovation de l'UE, des défis et des obstacles structurels majeurs subsistent. En passant à un cadre législatif contraignant, l'acte législatif sur l'EER vise à apporter la clarté et l'applicabilité nécessaires pour réduire les obstacles, garantir des conditions de concurrence équitables dans toute l'Europe et envoyer au monde entier le signal que l'Europe est déterminée à rester un continent de la connaissance, de l'ouverture et de la compétitivité.

En ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie et d'un cadre durables visant à accroître l'attractivité des carrières scientifiques et à renforcer l'écosystème européen de la recherche, l'acte législatif sur l'EER visera à lever les obstacles de longue date qui compromettent les carrières dans la recherche. Même si l'Europe continue de produire des sciences d'envergure mondiale, les carrières scientifiques restent souvent fragmentées et précaires, et franchissent difficilement les frontières. L'acte législatif sur l'EER introduira des mesures visant à simplifier les procédures administratives liées à la mobilité, à renforcer les infrastructures européennes de recherche et de technologie et à intégrer les pratiques scientifiques ouvertes.

En outre, le renforcement des investissements et de la coordination dans la recherche et l'innovation sera un élément central de l'acte législatif sur l'EER. L'acte législatif sur l'EER visera à contribuer à réduire le sous-investissement et la fragmentation persistants et à rapprocher l'Europe de l'objectif d'investissement de 3 % dans la R&D, comme annoncé dans la boussole pour la compétitivité de l'UE².

Ces ambitions sont directement étayées par les contributions des parties prenantes. Le récent appel à contributions³ lancé par la Commission a révélé un large soutien en faveur de l'établissement de liens entre, d'une part, l'excellence et la compétitivité et, d'autre part, l'autonomie stratégique et les valeurs de l'Europe, l'engagement en faveur d'investissements plus prévisibles, le renforcement de la coordination entre l'UE et les États membres et la préservation de la liberté de la recherche scientifique. Une consultation publique de 12 semaines⁴ permettra désormais de recueillir des avis plus détaillés sur la manière dont la législation devrait s'attaquer aux obstacles dans des domaines tels que l'investissement, les carrières, les infrastructures, l'accès aux connaissances, la valorisation des connaissances et la sécurité de la recherche. Prises dans leur ensemble, ces mesures montrent comment l'acte législatif sur l'EER répond directement aux préoccupations soulevées par l'Assemblée nationale.

² Commission européenne, «Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une boussole pour la compétitivité de l'UE», <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52025DC0030>

³ Commission européenne, «Acte législatif sur l'espace européen de la recherche: appel à contributions» https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/14608-Acte-legislatif-sur-lespace-europeen-de-la-recherche_fr

⁴ Commission européenne, «Acte législatif sur l'espace européen de la recherche: consultation publique», https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/14608-European-Research-Area-Act/public-consultation_fr

En espérant que ces précisions répondront aux questions soulevées par l'Assemblée nationale, la Commission attend avec intérêt la poursuite du dialogue politique.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

Maroš Šefčovič

Membre de la Commission

Ekaterina Zaharieva

Membre de la Commission

